

les populations civiles. À ce sujet, si l'auteur semble hésiter (p. 224-225) à attribuer à des marins (*Kriegsmarine* ou DCA Marine) la totale responsabilité du massacre de Gouesnou (43 morts, le 7 août 1944), notons qu'une thèse récente soutenue à l'université de Brest (UBO) apporte un éclairage nouveau sur ce drame qui reste le plus important massacre collectif de civils à la Libération en Bretagne (sur ce point, voir Dimitri Poupon, *Le massacre de Penguerrec : Gouesnou, le 7 août 1944. Récits et mémoires d'un drame gouesnousien [1944-2021]*, Fabrice Bouthillon et Sébastien Carney co-directeurs, UBO, 2022).

On l'aura compris, à travers un emboîtement d'échelles (locale/nationale) ou d'acteurs (Allemand/Vichy) particulièrement réussi et fécond, les apports de ce travail sont nombreux. Aussi, on ne peut que se réjouir de voir cette belle contribution à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Bretagne et en France aujourd'hui disponible en version française.

Marc BERGÈRE

Professeur d'histoire contemporaine
Université Rennes 2/Tempora

Alain PRIGENT, *Madeleine Marzin. Bretonne, résistante et élue communiste de Paris*, Clichy, éditions Manifeste !, 2022, 388 p.

Ancien professeur d'histoire et géographie, Alain Prigent a consacré de nombreux travaux à l'histoire politique et sociale des Côtes-du-Nord/Côtes-d'Armor au ^{xx}e siècle. Il a publié une *Histoire des communistes des Côtes-du-Nord (1920-1945)*, à compte d'auteur en 2000, et un livre sur *Les instituteurs des Côtes-de-Nord sous la III^e République*, aux éditions Astoure, 2005. En outre, il a rédigé plusieurs centaines de notices pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier mouvement social*, plus connu comme le Maitron. Son nouveau livre se situe à la croisée de ses champs de recherche puisque c'est une biographie de Madeleine Marzin (1908-1998), une institutrice trégorroise, militante au syndicat des enseignants de la Confédération nationale du travail unitaire (CGTU) puis du Syndicat national des instituteurs (SNI) affilié à la Confédération nationale du travail (CGT), et une militante communiste attachée à la langue bretonne. En réalité, il s'agit des biographies croisées de la fratrie des Marzin dont trois des quatre frères ont milité au Parti communiste français (PCF). Pour ce faire, A. Prigent a dépouillé de nombreuses archives publiques (Archives nationales et départementales, Préfecture de police de Paris, archives du PCF déposées...) et privées, dont des papiers de Madeleine Marzin qu'il a rencontrée dans les années 1990 ; il a interrogé Gustave Marzin et des descendants de la région de Lannion qui lui ont transmis les photographies publiées. Il connaît bien la bibliographie.

Dans son premier chapitre, l'auteur présente le milieu d'origine d'une famille nombreuse (six enfants) du Trégor rural, paupérisée après le décès du père, si bien que les fils, nés entre 1904 et 1914, doivent travailler après leur certificat d'études primaires. Née en 1908, Madeleine Marzin est la seule à faire des études qui lui permettent de devenir institutrice à l'issue d'une formation dans les écoles normales de filles (ENF) de Saint-Brieuc (1925-1928) puis de Rennes. Elle quitte volontairement l'ENF de Rennes car elle ne supporte pas une formation trop rigide. Dans son métier d'institutrice, dans le Trégor puis en région parisienne à partir de 1931 car, en femme indépendante, elle veut se libérer d'un contrôle social étouffant et élargir son horizon, elle se heurte à sa hiérarchie qui n'apprécie guère une pédagogie trop novatrice, proche des expériences de Célestin Freinet selon l'auteur. Dans un apport très neuf puisé dans le fonds Guilloux conservé à la Bibliothèque municipale de Saint-Brieuc, A. Prigent décrypte les relations épistolaires – inconnues jusqu'à présent – de 1928 à la guerre, de Madeleine Marzin avec Renée Guilloux, sa professeure de lettres à l'ENF de Saint-Brieuc. Cette centaine de lettres expose les conceptions de la jeune institutrice, les difficultés du couple Guilloux et les sollicitations de Louis en train d'écrire le *Sang noir* publié en 1935 : l'écrivain demande à Madeleine Marzin des éléments pour nourrir ses romans et même de recruter des dactylographes en région parisienne pour taper ses textes. Alors qu'elle s'implique de plus en plus dans les luttes politiques et sociales à partir de 1932, elle aurait contribué à l'engagement de l'écrivain à Saint-Brieuc (comité de chômeurs, Secours rouge en 1934), mais il nous semble que les relations littéraires parisiennes de celui-ci (Malraux, Guéhenno, Gide...) ont été plus décisives.

Le deuxième chapitre est consacré à son frère aîné, Francis Marzin (1904-1967), un des pionniers de l'implantation du communisme dans les Côtes-du-Nord et en Bretagne dans les années 1930. Plutôt instable sur le plan professionnel, Francis Marzin s'engage à fond dans les luttes paysannes contre les ventes-saisies (1932-1936), devenant l'un des leaders de la Confédération générale des paysans travailleurs (CGPT), un syndicat agricole d'obédience communiste animé aussi dans les Côtes-du-Nord par des socialistes. Marzin affronte les dorgéristes puis participe avec Guilloux à l'accueil des réfugiés espagnols. Après un passage par l'École centrale du parti (1937), Francis devient permanent régional du PCF, chargé de tournées de propagande en Bretagne en 1938. A. Prigent resitue bien les engagements des Marzin dans le contexte du Front populaire puis de la crise qui suit les accords de Munich et le pacte germano-soviétique.

Le troisième chapitre s'attache à l'itinéraire de Gustave Marzin (1912-1989), mais aussi du plus jeune frère Albert. Électricien installé à son compte, Gustave est un militant moins en vue mais bien inséré dans les réseaux communistes de Lannion. Grièvement blessé au combat en 1940, il participe aux premiers noyaux de résistants communistes du Trégor en 1941 mais est arrêté à l'été 1943, comme une cinquantaine de militants à la suite de la trahison de Léon Renard, un cadre du

parti retourné. Déporté à Neuengamme, Gustave Marzin est l'un des rares rescapés du *Cap Arcona*, ce paquebot attaqué à Lübeck le 3 mai 1945 par la *Royal Air Force* (RAF) dans lequel les SS avaient entassé des milliers de déportés. Le récit qu'il en a fait à son retour est terrifiant.

Le quatrième chapitre analyse en détail la fameuse manifestation de la rue de Buci du 31 mai 1942 à Paris. Madeleine Marzin est la principale organisatrice de cette manifestation de ménagères, plus ou moins improvisée par le PCF clandestin pour célébrer la Commune de Paris, et qui tourne au fiasco. Protégées par deux groupes de protection armés, les militantes investissent une épicerie et distribuent les produits à la population. Mais pour les dégager, les jeunes résistants tirent, tuant deux policiers français. La répression de la brigade spéciale de la police parisienne (BS2), qui les a déjà repérés, est terrible : presque tous tombent dans les jours suivants. Madeleine Marzin est arrêtée le 1^{er} juin, son frère Francis en fuite qu'elle héberge, le lendemain. Lors du procès du tribunal d'État de Vichy (22-25 juin 1942), dix-huit hommes et neuf femmes sont condamnés : quatre hommes à la peine de mort, guillotins, ainsi que Madeleine Marzin qui est graciée par le maréchal Pétain. Lors de son transfert à la prison de Rennes, elle parvient à s'évader du train en gare Montparnasse. Mais son évasion n'a pas été organisée par la direction du PC et des Francs-tireurs et partisans (FTP) si bien que l'on se méfie d'elle, d'autant plus que son frère Francis est bientôt relâché. Pendant dix-sept mois, elle doit se débrouiller seule dans la clandestinité, tout comme son frère, et ne compter que sur l'aide d'amis pour se « planquer » (chapitre 5). Malgré ses demandes, elle n'est « repêchée » par le parti qu'à la fin 1943 et envoyée comme responsable femmes dans l'est de la France. Elle ne comprendra pas cette méfiance et n'aura jamais de réponses de la direction à ses questions. A. Prigent décortique le fonctionnement interne de la résistance communiste et d'un parti clandestin qui conserve un contrôle étroit sur ses militants, même les plus dévoués.

Le dernier chapitre présente la carrière politique de Madeleine Marzin, dirigeante nationale de l'Union des femmes françaises à la Libération, élue du 20^e arrondissement de Paris, conseillère de Paris de 1945 à 1971, une élue municipale très investie dans son quartier, présidente du groupe communiste à l'Hôtel de Ville (1965-1971), également députée de 1951 à 1958. Signe de ses combats politiques, en novembre 1961 son immeuble est visé par une bombe de l'Organisation armée secte (OAS).

Il y a bon nombre de coquilles (de Gaulle écrit souvent avec un seul l) et quelques erreurs : p. 166, ce n'est pas le général Ramcke qui signe la reddition de la poche de Lorient en mai 1945 mais le général Fahrmbacher, Ramcke s'étant rendu aux Américains à l'issue du siège de Brest en septembre 1944 ; p. 299, en 1956, dix-huit femmes sont élues députées (et pas douze) dont quatorze communistes, deux Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et deux Mouvement républicain populaire (MRP) (et pas une seule), la deuxième démocrate-chrétienne Marie-Madeleine Dienesch étant réélue dans les Côtes-du-Nord, département que l'auteur connaît bien. Dans

cette biographie, A. Prigent restitue toutes les facettes de la vie de Madeleine Marzin, une femme engagée méconnue dont la trajectoire se fonde dans les vicissitudes du communisme français au ^{xx}^e siècle.

Christian BOUGEARD

Christian BOUGEARD, *L'évolution des forces politiques en Bretagne. Comment la région est passée de la droite à la gauche (1946-2004)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2022, 353 p.

Avec cet ouvrage, Christian Bougeard achève son panorama sur les forces politiques en Bretagne au ^{xx}^e siècle³⁹.

Dès le premier paragraphe de sa courte introduction, C. Bougeard nous prévient qu'il ne sera question que d'histoire politique mais qu'au cours de la lecture il faudra « avoir en mémoire » les profondes transformations économiques, sociales, religieuses et culturelles qu'a connues la Bretagne pendant cette seconde moitié du ^{xx}^e siècle. Le lecteur, la lectrice ainsi avertis sont invités à une plongée dans cette histoire politique, les autres aspects n'étant évoqués que lors des brèves introductions de chapitre ou au détour d'une phrase.

Découpé en dix chapitres répartis entre trois parties, l'ouvrage suit naturellement un plan chronologique évoquant successivement la ^{iv}^e République, la république gaullienne et « du pompidolisme à l'enracinement du Parti socialiste (PS) (1969-2004) ». L'auteur a dépouillé toutes les archives publiques et privées accessibles et connaît parfaitement la bibliographie sur le sujet. Ces sources permettent aujourd'hui d'être plus précis sur les effectifs des différents partis au cours de ces décennies. Il est connu que tous les partis politiques affichent des effectifs bien supérieurs à la réalité (du simple au double n'est pas rare); de même, tous les historiens travaillant sur les rapports des Renseignements généraux (RG) savent qu'il faut les prendre avec beaucoup de précaution, y compris quand ils donnent le nombre d'adhérents des partis, qu'ils surestiment également mais dans d'autres proportions. Aujourd'hui, l'accès aux sources des partis eux-mêmes (les cartes placées du Parti communiste français (PCF), par exemple) permet à plusieurs reprises de voir l'écart avec la réalité, la désinformation à l'égard des médias et du public de la part des dirigeants eux-mêmes – ce qui est connu –, mais on peut aussi parler de désinformation, volontaire ou non, de la part des RG vis-à-vis des préfetures et donc du ministère de l'Intérieur.

39. Il a en effet publié : *Les forces politiques en Bretagne. Notables, élus et militants (1914-1946)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011. Cf. mon compte rendu dans ces colonnes, t. xc, 2012, p. 573-575.